

**No. 31605**

---

**FRANCE**  
**and**  
**RUSSIAN FEDERATION**

**Agreement on the establishment and methods of operation of  
cultural centres. Signed at Paris on 12 November 1992**

*Authentic texts: French and Russian.*

*Registered by France on 22 February 1995.*

---

**FRANCE**  
**et**  
**FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**Accord sur la création et les modalités de fonctionnement des  
centres culturels. Signé à Paris le 12 novembre 1992**

*Textes authentiques : français et russe.*

*Enregistré par la France le 22 février 1995.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE SUR LA CRÉATION ET LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES CULTURELS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie,

considérant l'intérêt réciproque des peuples français et russe pour la connaissance de leurs valeurs humaines et culturelles,

s'inspirant des principes et des dispositions de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe<sup>2</sup> des documents de clôture des réunions de Madrid<sup>3</sup> et de Vienne<sup>4</sup> ainsi que de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe<sup>5</sup>,

considérant le traité entre la France et la Russie du 7 Février 1992<sup>6</sup> et l'accord de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie du 6 Février 1992,

considérant la convention consulaire entre la République française et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques du 8 Décembre 1966<sup>7</sup>,

considérant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, signée le 4 Octobre 1985<sup>8</sup>,

sont convenus de ce qui suit :

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 8 juin 1994, date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article 20.

<sup>2</sup> *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

<sup>3</sup> *Ibid.*, n° 20 (15 octobre 1983), p. 382 (La Documentation française).

<sup>4</sup> *Ibid.*, n° 4 (15 février 1989), p. 70 et n° 5 (La Documentation française).

<sup>5</sup> Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session*, document A/45/859.

<sup>6</sup> *Ibid.*, *Recueil des Traités*, vol. 1728, n° 1-30175.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 699, p. 237.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. 1497, p. 255.

## ARTICLE 1

Les Parties donnent leur accord à la création, sur une base de réciprocité, d'un Centre Culturel Français à Moscou et d'un Centre Culturel Russe à Paris, ci-après dénommés Centres.

Les Parties peuvent décider, d'un commun accord, la création de centres dans d'autres villes des deux Etats.

## ARTICLE 2

Les Centres ont pour mission de contribuer au développement des relations entre la France et la Russie dans les domaines de la culture, de l'art, de l'enseignement, de la coopération universitaire, de la science, de la technique et de la communication, notamment audiovisuelle, et de faire connaître directement au public les valeurs et réalisations de chacun des deux Etats dans ces différents domaines.

Ils peuvent contribuer à la mise en oeuvre de l'accord de coopération culturelle du 6 Février 1992, ainsi que des programmes et des protocoles de coopération relevant de ministères et autres organismes publics, de collectivités locales, ou établis par des sociétés, associations et personnes privées des deux Etats.

## ARTICLE 3

Les centres français sont placés sous l'autorité de l'Ambassade de France en Russie. Les centres russes sont placés sous l'autorité de l'Ambassade de Russie en France.

Les Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnels et des locaux des centres. Sur demande de l'Ambassade de la Partie d'envoi, des mesures particulières sont prises dans les meilleurs délais par la Partie d'accueil.

## ARTICLE 4

Les centres peuvent établir des relations directes avec les ministères et autres organismes publics, collectivités locales, sociétés, associations et personnes privées des deux Etats.

## ARTICLE 5

Les activités des centres comprennent :

l'organisation de manifestations culturelles, pédagogiques, scientifiques et technique en Russie et en France,

l'organisation de conférences, colloques et autres rencontres,

l'organisation de spectacles, concerts et expositions,

la présentation de films et de documents audiovisuels,

l'accueil, à l'occasion des manifestations organisées par les centres, de chercheurs, conférenciers et artistes du pays d'envoi,

l'information sur la vie culturelle, scientifique et technique du pays d'envoi,

l'entretien d'une bibliothèque, d'une salle de lecture et d'une médiathèque permettant la consultation et le prêt de livres, journaux, revues et autres documents de caractère culturel, pédagogique, scientifique et technique,

le prêt de films, disques, cassettes, diapositives et autres documents audiovisuels,

la publication et la diffusion de programmes d'information, de catalogues et d'autres documents de caractère culturel, pédagogique, scientifique et technique,

l'enseignement et la pédagogie des langues, l'initiation à la civilisation du pays d'envoi,

l'organisation de rencontres et autres manifestations pour les enfants et les jeunes.

Après accord entre les deux Parties, les centres peuvent participer à d'autres activités correspondant aux objectifs du présent Accord ou en prendre l'initiative.

## ARTICLE 6

Les centres exercent leurs activités dans le respect du droit interne de l'Etat d'accueil, sous réserve des dispositions du présent Accord et du droit international.

## ARTICLE 7

En accord avec la Partie d'accueil, les centres peuvent organiser leurs activités à l'extérieur de leurs bâtiments.

## ARTICLE 8

Les Parties garantissent l'accès sans entrave du public aux activités des centres, qu'elles aient lieu dans leurs bâtiments ou dans d'autres locaux, et veillent à ce que les centres puissent faire usage de tous les moyens disponibles pour informer le public de leurs activités.

## ARTICLE 9

Les centres sont des organismes d'Etat. Ils ont la personnalité juridique de l'Etat d'envoi et disposent de la capacité de passer, dans l'Etat d'accueil, les actes nécessaires à leur fonctionnement.

## ARTICLE 10

Les centres n'ont pas de but lucratif.

Sans préjudice des dispositions fiscales et douanières fixées aux articles 12 et 13 du présent Accord, les centres peuvent couvrir une partie de leurs dépenses par les recettes suivantes :

la perception de droit d'entrée pour les manifestations qu'ils organisent et de droits d'inscription à leurs enseignements et à leurs autres activités,

la vente de catalogues, affiches, programmes, livres, disques, documents audiovisuels et matériels didactiques quel qu'en soit le support, et autres objets en relation directe avec les manifestations qu'ils organisent et sous réserve que leur vente ne porte pas atteinte aux règles d'une distribution commerciale normale,

l'entretien d'une cafétéria pour le public des centres.

Les modalités pratiques de ces activités sont réglées par des arrangements entre les autorités compétentes des deux Etats.

## ARTICLE 11

Les Parties se prêtent, sur la base de la réciprocité, une assistance mutuelle en ce qui concerne l'obtention de terrains, ainsi que la construction ou la location et l'aménagement, dans les meilleurs délais, de bâtiments appropriés destinés aux centres.

A cette fin, les Parties recherchent des conditions équivalentes de dépenses en devises en ce qui concerne l'obtention de terrains ou la location d'immeubles, compte tenu de leur équivalence en fonction de la taille, de la qualité et de l'emplacement.

Les modalités précises concernant l'obtention de terrains ou la location de bâtiments ou de locaux destinés aux centres sont définies par des accords particuliers entre les autorités compétentes des deux États.

Les études et travaux de construction ou d'aménagement exécutés pour les centres sont dirigés, après délivrance du permis de construire et conformément aux règles d'urbanisme de l'État d'accueil, par l'État d'envoi qui fait appel aux entreprises de son choix.

Les centres peuvent comprendre les équipements audiovisuels, informatiques et autres leur permettant d'exercer leurs activités.

#### ARTICLE 12

Le régime fiscal des centres et de leur personnel est réglé par la législation de l'État d'accueil, compte tenu de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus du 4 octobre 1985, et notamment des dispositions de l'article 13 relatives à la non-discrimination qui sont étendues aux centres pour tous impôts et taxes à l'exception des taxes dues en contrepartie de services rendus.

Ce régime fiscal est précisé, en tant que de besoin, par échange de lettres transmises par la voie diplomatique.

#### ARTICLE 13

Les centres bénéficient, sur une base de réciprocité, de l'exonération des droits et taxes dus au titre de l'importation des biens mobiliers, matériels et matériaux nécessaires à leur construction et leur fonctionnement.

L'importation des objets destinés à la vente est subordonnée à la réglementation douanière et fiscale en vigueur dans l'État d'accueil.

Une importation en exonération de droits et taxes est accordée, sur une base de réciprocité, pour les catalogues, affiches, programmes, livres, disques, documents audiovisuels et matériels didactiques quel qu'en soit le support, et autres objets visés à l'article 10 du présent Accord, sous réserve que leur vente ne porte pas atteinte aux règles d'une distribution commerciale normale.

L'importation en exonération de droits et taxes est accordée, sur une base de réciprocité, pour les films destinés à être visionnés ou projetés dans les locaux des centres ou à l'extérieur de leurs bâtiments, dans le cadre des manifestations organisées par les centres.

## ARTICLE 14

Chacune des Parties nomme le personnel de ses centres. Ce personnel peut être nommé parmi les ressortissants de l'Etat d'envoi ou ceux de l'Etat d'accueil ou ceux d'un Etat tiers ; dans ce dernier cas, la nomination doit recevoir l'accord de l'Etat d'accueil.

Le personnel nommé parmi les ressortissants de l'Etat d'envoi est considéré comme agent de l'Etat d'envoi.

D'un commun accord entre les Parties, le directeur et le directeur-adjoint des centres peuvent être membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques.

L'effectif des personnels des centres est fixé d'un commun accord.

Les Parties s'informent mutuellement du recrutement des personnels des centres ainsi que de la prise et de la fin de leurs fonctions.

## ARTICLE 15

Les personnels des centres, nationaux de l'Etat d'envoi et séjournant de façon temporaire dans l'Etat d'accueil, et les personnes à leur charge au regard de la sécurité sociale de l'Etat d'envoi sont soumis à la législation du travail et au régime de sécurité sociale en vigueur dans l'Etat d'envoi.

## ARTICLE 16

Chaque Partie permet aux membres du personnel des centres de l'autre Partie d'importer, en exonération de droits et taxes dans un délai d'un an à partir de leur prise de fonctions leur mobilier et effets personnels, y compris leur véhicule automobile, en cours d'usage et de les réexporter à l'issue de leur mission. Cette exonération ne vaut que pour la durée de leurs fonctions aux centres.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux membres du personnel des centres qui sont ressortissants de l'Etat d'accueil ou résidents permanents dans cet Etat.

## ARTICLE 17

Chaque Partie délivre, en temps utile et sur une base de réciprocité, aux membres du personnel des centres de l'autre Partie ainsi qu'à leur conjoint et à leurs enfants à charge pendant la durée des fonctions de l'agent, les visas et les

titres de séjour dans l'Etat d'accueil. Ces visas et titres de séjour sont établis par le ministère des affaires étrangères de l'Etat d'accueil.

ARTICLE 18

Chaque Partie apporte, en cas de nécessité, son concours pour la location d'appartements pour le personnel des centres de l'autre Partie.

ARTICLE 19

Les questions touchant à l'interprétation et à l'application du présent Accord sont traitées, en tant que de besoin, par la voie diplomatique.

ARTICLE 20

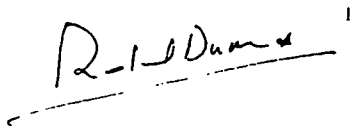
Le présent Accord entre en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications de l'accomplissement des formalités constitutionnelles prévues par chacune des Parties.

Il est conclu pour cinq ans et est reconduit tacitement.

Il peut être dénoncé après un délai de cinq ans à n'importe quel moment avec un préavis écrit d'un an.

Fait à Paris, le 12 novembre 1992, en deux exemplaires, en français et en russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

 <sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la Fédération de Russie :

 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Roland Dumas.

<sup>2</sup> A. Kozyrev.



[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ  
РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕ-  
РАЦИИ ОБ УЧРЕЖДЕНИИ И УСЛОВИЯХ ДЕЯТЕЛЬНОСТИ  
КУЛЬТУРНЫХ ЦЕНТРОВ

Правительство Французской Республики и Правительство  
Российской Федерации,

учитывая взаимный интерес народов Франции и России к  
ознакомлению с гуманитарными и культурными ценностями друг друга,

руководствуясь принципами и положениями Хельсинкского  
Заключительного акта Совещания по безопасности и сотрудничеству в  
Европе, Итоговых документов Мадридской и Венской встреч, а также  
Парижской хартии для новой Европы,

ссылаясь на Договор между Францией и Россией от 7 февраля  
1992 года, а также на Соглашение между Правительством Французской  
Республики и Правительством Российской Федерации о культурном  
сотрудничестве от 6 февраля 1992 года,

ссылаясь на Консульскую конвенцию между Французской  
Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик от 8  
декабря 1966 года,

ссылаясь на Соглашение между Правительством Французской  
Республики и Правительством Союза Советских Социалистических  
Республик об устранении двойного налогообложения доходов от 4 октября  
1985 года,

согласились о нижеследующем:

### Статья 1

Стороны согласились учредить на основе взаимности Культурный центр Франции в Москве и Культурный центр России в Париже, именуемые далее Центры.

Стороны могут на основе обоюдного согласия принять решение об открытии Центров в других городах двух государств.

### Статья 2

Центры будут способствовать развитию отношений между Францией и Россией в области культуры, искусства, образования, аудиовизуальной, и непосредственно знакомить общественность с ценностями и достижениями каждого из двух государств в этих областях.

Они могут содействовать выполнению Соглашения о культурном сотрудничестве от 6 февраля 1992 года, а также программ и протоколов сотрудничества, относящихся к компетенции министерств и других государственных учреждений и местных органов власти или подписанных обществами, ассоциациями и отдельными лицами двух государств.

### Статья 3

Французские Центры будут осуществлять свою деятельность под руководством Посольства Франции в России. Российские Центры будут осуществлять свою деятельность под руководством Посольства России во Франции.

Стороны примут все необходимые меры для обеспечения безопасности персонала и помещений Центров. В случае обращения посольства направляющей Стороны принимающей Стороной будут незамедлительно приняты надлежащие меры.

#### Статья 4

Центры могут устанавливать прямые связи с министерствами и другими государственными учреждениями, местными органами власти, обществами, ассоциациями и отдельными лицами обоих государств.

#### Статья 5

В сферу деятельности Центров входит:

- проведение в России и во Франции мероприятий в области культуры, образования, науки и техники,
- организация конференций, коллоквиумов и других встреч,
- проведение спектаклей, концертов и выставок,
- демонстрация фильмов и аудиовизуальных материалов,
- прием для участия в мероприятиях, организованных Центрами, научных работников, лекторов, деятелей культуры и искусства направляющей страны,
- распространение информации о культурной, научной и технической жизни направляющей страны,
- обеспечение работы библиотеки, читального зала и салона аудиовизуальных средств для обслуживания посетителей на месте и предоставления во временное пользование книг, газет, журналов и других материалов, относящихся к культуре, образованию, науке и технике,
- предоставление во временное пользование фильмов, пластинок, кассет, диапозитивов и других аудиовизуальных материалов,
- публикация и распространение информационных программ, каталогов и других материалов, относящихся к культуре, образованию, науке и технике,

- преподавание языков и методология, а также знакомство с культурой направляющей страны,
- организация встреч и других мероприятий для детей и молодежи.

По согласованию Сторон Центры могут участвовать в других видах деятельности, отвечающих целям настоящего Соглашения, или выступать с инициативой их проведения.

#### Статья 6

Деятельность Центров осуществляется в соответствии с внутренним законодательством государства пребывания, если иное не предусмотрено положениями настоящего Соглашения и международного права.

#### Статья 7

По согласованию с принимающей Стороной Центры могут осуществлять деятельность вне своих помещений.

#### Статья 8

Стороны обеспечат беспрепятственный доступ общественности на мероприятия, проводимые Центром в его помещениях или в других местах. Они будут следить за тем, чтобы Центры могли использовать все возможные средства для доведения до сведения общественности информации о своей деятельности.

#### Статья 9

Центры являются государственными организациями. Юридически они являются органами направляющего государства и имеют право в принимающем государстве предпринимать действия, необходимые для их функционирования.

## Статья 10

Центры не ставят своей целью извлечение прибылей.

При соблюдении положений статей 12 и 13 настоящего Соглашения о налоговом и таможенном режимах для возмещения части своих расходов Центры могут:

- взимать плату за посещение мероприятий, организуемых ими, зачисление на учебные курсы и другие виды деятельности;
- продавать каталоги, плакаты, программы, книги, пластинки, аудиовизуальные и дидактические материалы вне зависимости от способа записи информации, а также другие предметы, непосредственно связанные с организуемыми ими мероприятиями, при условии, что их продажа не нанесет ущерба правилам обычной торговой деятельности;
- иметь кафетерий для обслуживания посетителей Центров.

Практические вопросы, связанные с этой деятельностью, регулируются по согласованию между компетентными органами двух государств.

## Статья 11

Стороны на условиях взаимности окажут друг другу помощь в обустройстве подходящих зданий под Центры как можно в более короткие сроки.

Для этих целей Стороны будут стремиться к эквивалентности условий валютных расходов в том, что касается получения земельных участков или аренды зданий, с учетом равноценности их размеров, качества и месторасположения.

Конкретные условия получения земельных участков, аренды зданий или помещений для Центров определяются отдельными

соглашениями, подписываемыми компетентными органами двух государств.

Работы по проектированию, строительству и обустройству Центров, после получения разрешения на строительство и в соответствии с правилами градостроительства принимающего государства, будут осуществляться под руководством направляющего государства, которое приглашает подрядчиков по своему выбору.

Центры могут быть оборудованы соответствующими аудиовизуальными, информативными и другими средствами, позволяющими им осуществлять свою деятельность.

#### Статья 12

Налоговый режим Центров и их персонала регулируется законодательством государства пребывания с учетом положений Соглашения между Правительством Французской Республики и Правительством Союза Советских Социалистических Республик об устранении двойного налогообложения доходов от 4 октября 1985 года, в частности положений статьи 13, относящихся к избежанию дискриминации, которые будут распространяться на Центры в том, что касается всех налогов и сборов, за исключением сборов, взимаемых за оказанные услуги.

Этот налоговый режим будет уточняться по мере необходимости

#### Статья 13

Центры будут пользоваться на основе взаимности освобождением от уплаты таможенных пошлин и сборов, установленных на ввоз материалов и имущества, необходимых для их строительства и функционирования.

Ввоз предметов, предназначенных для продажи, будет регулироваться действующим в стране пребывания таможенным и налоговым законодательством.

Разрешение на ввоз с освобождением от таможенных пошлин и сборов будет предоставляться на основе взаимности для каталогов, плакатов, программ, книг, пластинок, аудиовизуальных и дидактических материалов вне зависимости от способа записи информации, а также других предметов, предусмотренных статьей 10 настоящего Соглашения, при условии, что их продажа не нанесет ущерба правилам обычной торговой деятельности.

Разрешение на ввоз с освобождением от таможенных пошлин и сборов будет предоставляться на основе взаимности для фильмов, демонстрируемых в помещениях Центров или вне их помещений в рамках организуемых Центрами мероприятий.

#### Статья 14

Каждая из Сторон назначает персонал своего Центра. Этот персонал может назначаться из числа граждан направляющего государства, принимающего государства или третьего государства. В последнем случае назначение должно быть согласовано с принимающим государством.

Члены персонала, являющиеся гражданами направляющего государства, рассматриваются как представители направляющего государства.

Директор и заместитель директора Центров по взаимной договоренности между Сторонами могут являться членами дипломатического персонала дипломатических представительств.

Численность персонала Центров устанавливается по взаимной договоренности.

Стороны будут взаимно информировать друг друга о приеме на работу персонала Центров, а также о вступлении сотрудников в должность и прекращении их работы.

#### Статья 15

На сотрудников Центров, являющихся гражданами направляющего государства и не проживающих постоянно в стране пребывания, а также на лица, находящиеся на их иждивении в рамках системы социального обеспечения направляющего государства, распространяются трудовое законодательство и режим социального обеспечения направляющего государства.

#### Статья 16

Каждая Сторона разрешает сотрудникам Центра другой Стороны ввоз в течение года с момента вступления в должность и вывоз по истечении срока работы принадлежащего им движимого имущества и личных вещей, в том числе автомашины, с освобождением от уплаты таможенных пошлин. Это освобождение действует только в течение срока их работы в Центре.

Эти положения не применяются к членам персонала Центров, являющихся гражданами государства пребывания, или лицам, постоянно проживающим в этом государстве.

#### Статья 17

Каждая Сторона на основе взаимности своевременно выдает визы и разрешения на проживание в принимающем государстве членам



персонала Центра другой Стороны, а также совместно проживающим с ними супругам и детям в течение срока пребывания в должности сотрудника. Такие визы и разрешения на проживание выдает министерство иностранных дел принимающего государства.

#### **Статья 18**

Каждая принимающая Сторона в случае необходимости окажет содействие в найме квартир для сотрудников Центра другой Стороны.

#### **Статья 19**

В случае необходимости вопросы толкования и применения настоящего Соглашения будут разрешаться по дипломатическим каналам.

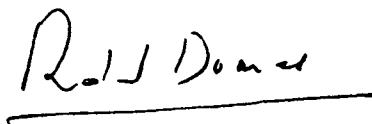
#### **Статья 20**

Настоящее Соглашение вступает в силу в день получения последнего из письменных уведомлений, подтверждающих выполнение каждой Стороной соответствующих ее законодательству процедур, необходимых для его вступления в силу.

Настоящее Соглашение заключается сроком на 5 лет и в последующем будет автоматически продлеваться, если ни одна из Сторон не уведомит в письменной форме другую Сторону в любой момент после истечения этого срока о своем намерении прекратить действие настоящего Соглашения. В таком случае Соглашение прекратит свое действие через один год после получения такого письменного уведомления.

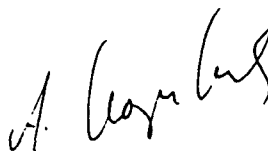
Совершено в Париже 12 ноября 1992 года в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство  
Французской Республики:



Roland Dumas

За Правительство  
Российской Федерации:



A. Kokorin

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FED-  
ERATION ON THE ESTABLISHMENT AND METHODS OF  
OPERATION OF CULTURAL CENTRES

The Government of the French Republic and  
The Government of the Russian Federation,

Having regard to the mutual interest of the French and Russian peoples in the knowledge of their human and cultural values,

Guided by the principles and provisions of the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe,<sup>2</sup> and of the Concluding Documents of the Madrid<sup>3</sup> and Vienna<sup>4</sup> Meetings, and also of the Charter of Paris for a New Europe,<sup>5</sup>

Having regard to the Treaty between France and Russia of 7 February 1992<sup>6</sup> and to the Agreement on Cultural Cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation of 6 February 1992,

Having regard to the Consular Convention between the French Republic and the Union of Soviet Socialist Republics of 8 December 1966,<sup>7</sup>

Having regard to the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for the avoidance of double taxation on income, signed on 4 October 1985,<sup>8</sup>

Have agreed as follows:

*Article 1*

The Parties agree to the establishment, on a reciprocal basis, of a French cultural centre in Moscow and of a Russian cultural centre in Paris, hereinafter referred to as “the centres”.

The Parties may decide, by mutual agreement, to establish centres in other towns of the two States.

*Article 2*

The task of the centres' shall be to contribute to the development of relations between France and Russia in the fields of culture, art, education, university cooperation, science, technology and communication, in particular audiovisual communication, and to acquaint the public directly with the values and achievements of each of the two States in those different fields.

<sup>1</sup> Came into force on 8 June 1994, the date of receipt of the last of the notifications by which the Parties informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 20.

<sup>2</sup> *International Legal Materials*, vol. XIV (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. XXII (1983), p. 1395 (American Society of International Law).

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. XXVIII (1989), p. 527 (American Society of International Law).

<sup>5</sup> United Nations, *Official Records of the General Assembly, Forty-fifth Session*, document A/45/859.

<sup>6</sup> *Ibid.*, *Treaty Series*, vol. 1728, No. I-30175.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 699, p. 237.

<sup>8</sup> *Ibid.*, vol. 1497, p. 255.

They may contribute to the implementation of the Agreement on Cultural Co-operation of 6 February 1992, and of the programmes and protocols of cooperation within the purview of ministries, other public entities, or local communities, or of those established by societies, associations or private individuals in the two States.

#### *Article 3*

The French centres shall be under the authority of the Embassy of France in Russia and the Russian centres shall be under the authority of the Embassy of Russia in France.

The Parties shall take all necessary measures to ensure the security of the staff and premises of the centres. At the request of the Embassy of the sending Party, special measures shall be taken as promptly as possible by the receiving Party.

#### *Article 4*

The centres may establish direct relations with the ministries or other public entities, local communities, societies, associations or private individuals of the two States.

#### *Article 5*

The activities of the centres shall include:

The organization of cultural, educational, scientific and technological events in Russia and in France;

The organization of conferences, seminars and other meetings;

The organization of performances, concerts and exhibitions;

The showing of films and audiovisual materials;

The admission of scientific researchers, lecturers, and entertainers from the sending country in connection with events organized by the centres;

The dissemination of information on the cultural, scientific and technological life of the sending country;

The maintenance of a library, a reading-room and a media centre for the consultation and lending of books, newspapers, magazines and other materials of a cultural, educational, scientific or technical nature;

The lending of films, gramophone records, cassettes, slides and other audiovisual materials;

The publication and dissemination of information programmes, catalogues and other materials of a cultural, educational, scientific or technical nature;

The teaching of the language and language-teaching methods of the sending country and introductory courses on its civilization;

The organization of meetings and other events for children and young people.

Upon agreement between the two Parties, the centres may participate in, or initiate, other activities that are consistent with the purposes of this Agreement.

#### *Article 6*

The centres shall carry out their activities in accordance with the domestic legislation of the receiving State, subject to the provisions of this Agreement and of international law.

*Article 7*

By agreement with the receiving Party, the centres may organize activities outside their buildings.

*Article 8*

The Parties shall guarantee unimpeded public access to the activities of the centres, whether they take place inside their buildings or on other premises, and shall ensure that the centres are able to use all available means to inform the public of their activities.

*Article 9*

The centres shall be State bodies. They shall have the legal personality of the sending State and shall be entitled to conclude, in the receiving State, any contracts or agreements necessary for their operation.

*Article 10*

The centres shall seek no financial gain.

Without prejudice to the tax and customs arrangements specified in articles 12 and 13 of this Agreement, the centres may cover part of their expenses by revenue derived from the following sources:

Charges for admission to events organized by the centres and fees for enrolment in courses, and charges for other activities;

Sales of catalogues, posters, programmes, books, gramophone records, audio-visual and educational materials in whatever form they are produced, and other items directly connected with the events organized by them, and on condition that such sale does not infringe the rules governing normal commercial distribution;

The maintenance of a cafeteria for the public at the centres.

The practical modalities of such activities shall be regulated by arrangements between the competent authorities of the two States.

*Article 11*

The Parties shall provide each other with assistance, on a basis of reciprocity, in connection with the acquisition of land and the construction or renting and fitting out, as expeditiously as possible, of appropriate buildings for the centres.

To that end, the Parties shall seek equivalent terms regarding expenditures in currency for the acquisition of land or the renting of buildings, bearing in mind their equivalence in terms of size, quality and location.

The precise modalities for the acquisition of land or the renting of buildings or premises for the centres shall be determined by special agreements between the competent authorities of the two States.

The design work for, and the construction or fitting out of, the centres shall be directed, after the issuance of the building permits and in accordance with the town planning rules of the receiving State, by the sending State which shall invite firms of its own choosing.

The centres may include audiovisual, computer and other equipment to enable them to carry out their activities.

### *Article 12*

The tax status of the centres and their staff shall be governed by the laws of the receiving State, taking into account the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics for the avoidance of double taxation on income of 4 October 1985, and in particular the provisions of article 13 concerning non-discrimination, which shall apply to the centres in respect of all taxes and charges with the exception of charges for services rendered.

Such taxation status shall be clarified, where necessary, by an exchange of letters through the diplomatic channel.

### *Article 13*

The centres shall be exempt, on a basis of reciprocity, from duties and charges incurred in respect of the importation of movable property, materials and equipment necessary for their construction and operation.

The importation of items intended for sale shall be subject to the customs and tax regulations in force in the receiving State.

Exemption from duties and charges shall be granted, on a basis of reciprocity, in respect of the importation of catalogues, posters, programmes, books, records and audiovisual and educational materials in whatever form they are produced, and other items specified in article 10 of this Agreement, provided that the sale thereof does not violate the regulations for normal commercial distribution.

Exemption from duties and charges shall be granted, on a basis of reciprocity, in respect of the importation of films intended to be viewed or screened on the premises of the centres, or outside their buildings, in connection with events organized by the centres.

### *Article 14*

Each Party shall appoint the staff of its centres. The staff may be nationals of the sending State, of the receiving State or of a third State; in the latter case, the appointment must be agreed to by the receiving State.

Staff members who are nationals of the sending State shall be regarded as agents of the sending State.

By mutual agreement between the Parties, the director and deputy director of the centres may be members of the diplomatic staff of the diplomatic missions.

The size of the staff of the centres shall be established by mutual agreement.

The Parties shall inform each other of the recruitment of the staff of the centres as well as of the effective date of their employment and of the cessation of their service.

### *Article 15*

Staff members of the centres who are nationals of the sending State and temporarily residing in the receiving State, and their dependants with respect to the social security system of the sending State, shall be subject to the labour legislation and social security system in force in the sending State.

*Article 16*

Each Party shall permit the staff of the cultural centre of the other Party to import free of duties and charges, within one year from the effective date of employment, their furniture and personal effects, including a personal motor vehicle in use at the time, and to re-export those items at the end of their service. This exemption shall be valid only for the period of their service in the centres.

These provisions shall not apply to the staff members of the centres who are nationals of the receiving State or who are permanently residing therein.

*Article 17*

Each Party shall issue, in good time and on a basis of reciprocity, visas and residence permits valid for the receiving State to staff members of the centres of the other Party, and their spouses and dependent children, for the period of their service at the centres. Such visas and permits shall be issued by the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State.

*Article 18*

Each Party shall, where necessary, provide assistance in connection with the renting of apartments for the staff of the centres of the other Party.

*Article 19*

Questions concerning the interpretation or application of this Agreement shall be dealt with, as necessary, through the diplomatic channel.

*Article 20*

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last of the notifications by which the Parties inform each other of the completion of the required constitutional procedures.

It is concluded for a period of five years and shall be renewed by tacit agreement.

It may be denounced at any time after the end of a five-year period, subject to one year's notice in writing.

DONE at Paris, on 2 November 1992, in two copies in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

ROLAND DUMAS

For the Government  
of the Russian Federation:

A. KOZYREV

